

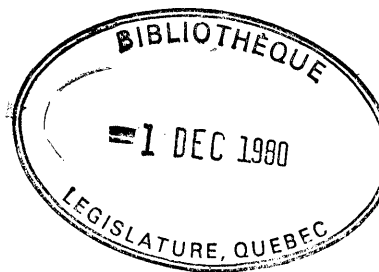
ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

SIXIÈME SESSION

Projet de loi n^o 14

Loi modifiant la Loi sur la Société
générale de financement du Québec



Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. YVES DUHAIME

Ministre de l'industrie, du commerce et du tourisme

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 0

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a principalement pour objet de porter de 200 000 000 \$ à 265 000 000 \$ le fonds social autorisé de la Société générale de financement du Québec.

Le projet prévoit également que le ministre des finances versera à la Société une somme additionnelle de 5 000 000 \$ au cours de l'année civile 1981 et de 10 000 000 \$ au cours de chacune des années civiles 1982 et 1983.

Le projet vise également à autoriser le ministre des finances à souscrire dans le fonds social de la Société une somme de 77 334 980 \$ pour être employée à des fins agréées par le gouvernement.

Le projet oblige en outre la Société à faire approuver annuellement par le gouvernement son plan de développement.

Art. 1. *L'article 6 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**6.** Le fonds social autorisé de la Société est de 200 000 000 \$.

Il est divisé en seize millions trois cent mille actions ordinaires d'une valeur nominale de dix dollars chacune et en trois millions sept cent mille actions à dividende différé d'une valeur nominale de dix dollars chacune.»

Art. 2. *Cette disposition est de droit nouveau.*

Projet de loi n° 14

Loi modifiant la Loi sur la Société
générale de financement du Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

[[1. L'article 6 de la Loi sur la Société générale de financement du Québec (L.R.Q., c. S-17), remplacé par l'article 4 du chapitre 66 des lois de 1978, est de nouveau remplacé par le suivant:

“6. Le fonds social autorisé de la Société est de 265 000 000 \$.

Il est divisé en 22 800 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 3 700 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.».]

[[2. L'article 8 de cette loi, modifié par l'article 5 du chapitre 66 des lois de 1978, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Le ministre des finances paiera de plus à la Société sur le fonds consolidé du revenu:

a) au cours de l'année civile 1981, une somme de 5 000 000 \$;

b) au cours de chacune des années civiles 1982 et 1983, une somme de 10 000 000 \$;

pour un total de 2 500 000 actions ordinaires de la Société souscrites au même nom.

Il est aussi autorisé à souscrire au même nom, avant le 31 décembre 1985, jusqu'à concurrence d'une somme de 77 334 980 \$ payable sur le fonds consolidé du revenu en un ou plusieurs versements, pour un total de 7 733 498 actions ordinaires de la Société.

La Société ne peut employer un montant qui lui a été versé en vertu de l'alinéa précédent à des fins autres que celles qui sont

Art. 3. *Cette disposition est de droit nouveau.*

agréées par le gouvernement. Les tiers ne sont pas tenus de voir à l'observance du présent alinéa qui ne peut être invoqué par eux ou contre eux.».]]

3. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 15 édicté par l'article 8 du chapitre 66 des lois de 1978, du suivant:

«**15.1** La Société doit faire approuver chaque année par le gouvernement son plan de développement.

Le gouvernement détermine la forme et la teneur du plan de développement ainsi que l'époque à laquelle celui-ci doit être présenté.».

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.